



Les LGBT et leur désir de parentalité : état des lieux et perspectives

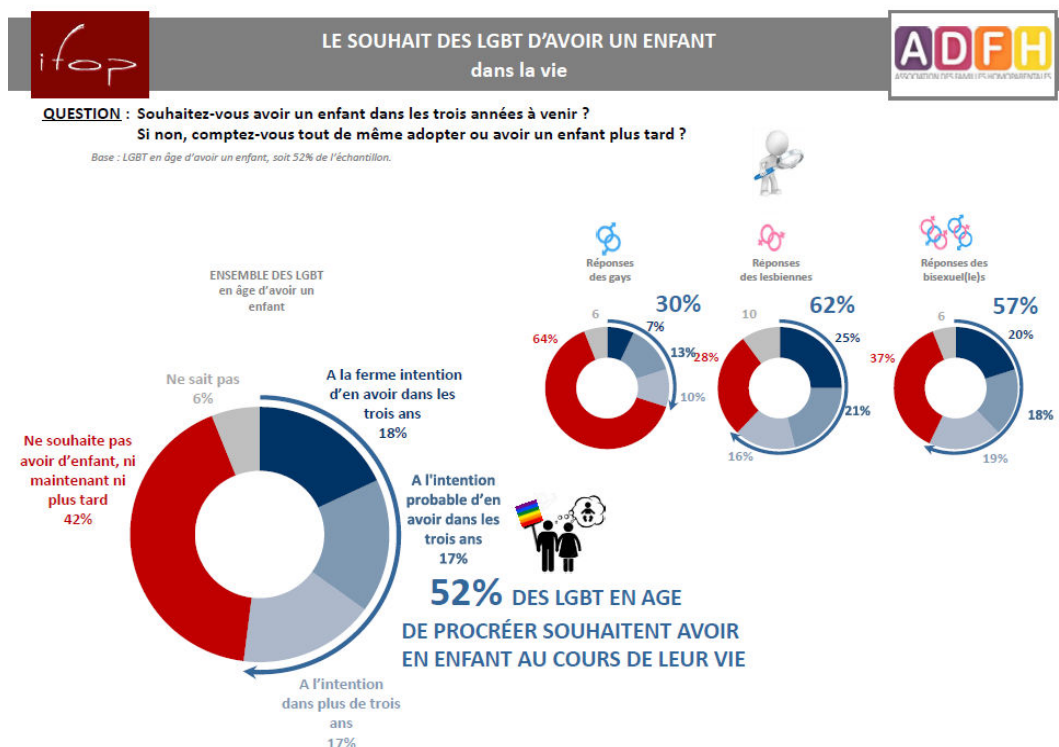


EMBARGO DE DIFFUSION : **MARDI 25 SEPTEMBRE A 7H30**

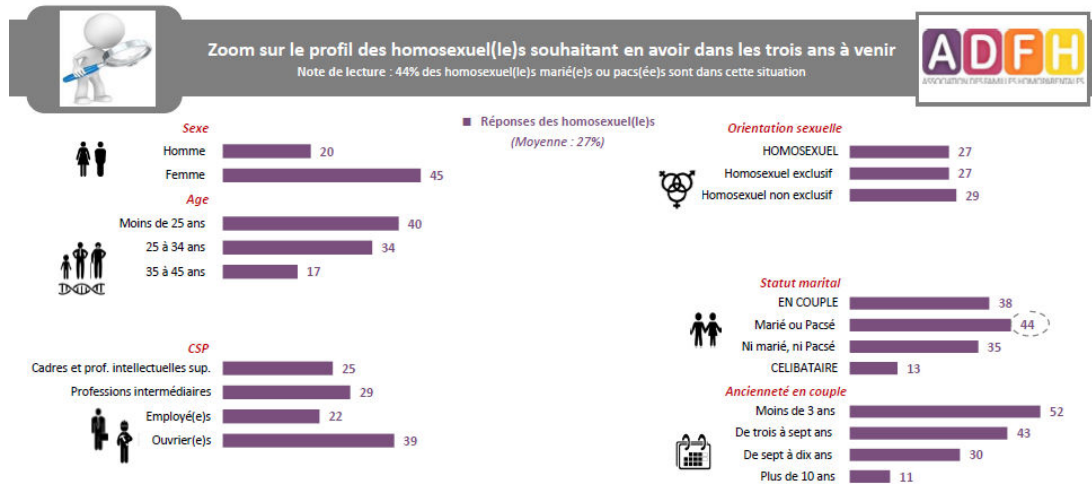
A l'occasion de la publication d'un avis du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) devant notamment porter sur l'extension de la PMA aux couples de femmes, l'**Ifop** publie un sondage qui permet pour la première fois d'évaluer le désir de parentalité des LGBT et leur disposition à recourir à des techniques de procréation médicalement assistée pour avoir des enfants. Réalisée par l'**Ifop** pour l'**Association des Familles Homoparentales (ADFH)**, cette étude menée auprès d'un échantillon national représentatif de 994 personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres s'avère riche en enseignements :

☞ La parentalité : un désir partagé par une majorité de personnes LGBT

- ☞ Contrairement à certaines représentations hétéro-sexistes qui tendent à réduire les relations entre personnes du même sexe à une sexualité purement récréative, ces résultats montrent que l'aspiration à la construction d'une famille n'est pas l'apanage des couples hétérosexuels : **la majorité des personnes LGBT vivant en France déclarent souhaiter avoir des enfants au cours de leur vie (52%), dont près de deux lesbiennes sur trois (62%).**

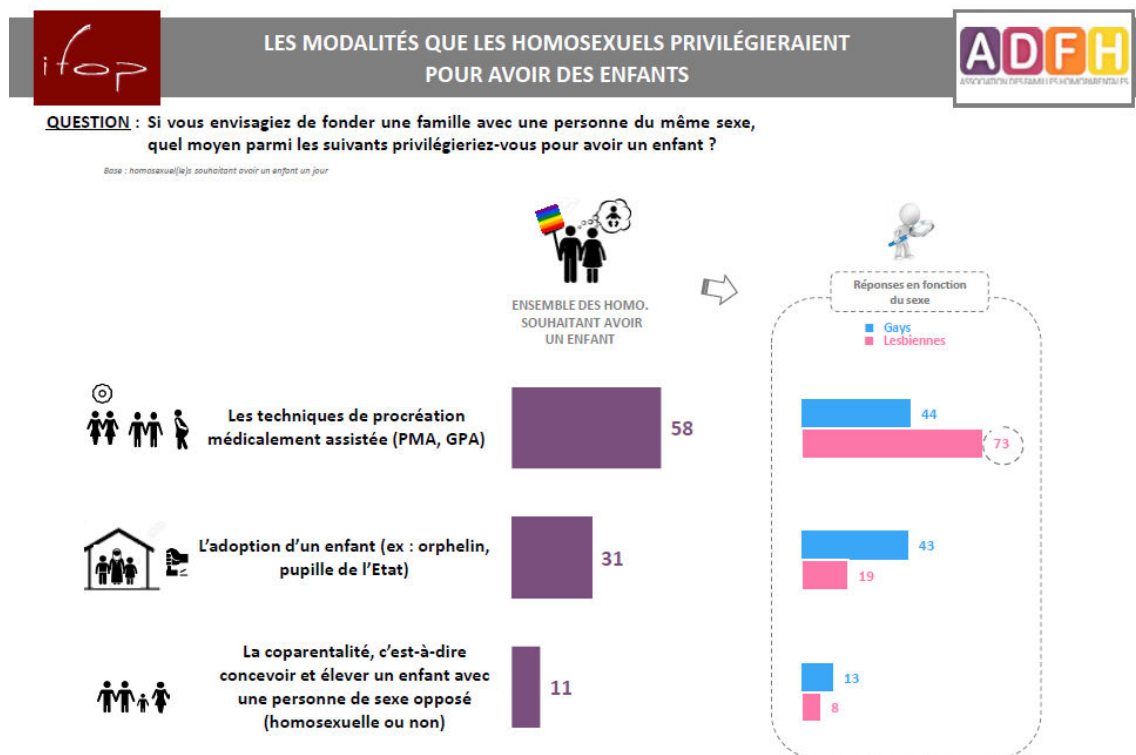


- ☞ Et pour beaucoup, ce désir de parentalité n'est pas une perspective lointaine : plus d'une personne LGBT sur trois (35%) a l'intention d'avoir des enfants au cours des trois prochaines années, soit une proportion supérieure à celle que peut observer l'INED chez l'ensemble des Français (30%). Très logiquement, ce désir de parentalité au cours des trois ans à venir est particulièrement élevée chez les femmes (45%) et plus largement chez les homosexuel(le)s déjà marié(e)s ou pacsé(e)s (44%).



☞ Des techniques de procréation médicalement assistée largement plébiscitées par les personnes LGBT souhaitant des enfants

- ☞ Entre les différents procédés qui s'offrent aux Français souhaitant fonder une famille avec une personne du même sexe, les homosexuel(le)s souhaitant avoir un enfant privilégieraient massivement des techniques comme la PMA ou la GPA. En effet, les techniques de procréation médicalement assistée sont celles vers lesquelles une majorité d'homosexuel(le)s (58%) s'orienterait en priorité, loin devant l'adoption (31%) ou la coparentalité (11%) : les lesbiennes plébiscitant tout particulièrement la PMA (73%) par rapport aux autres options.



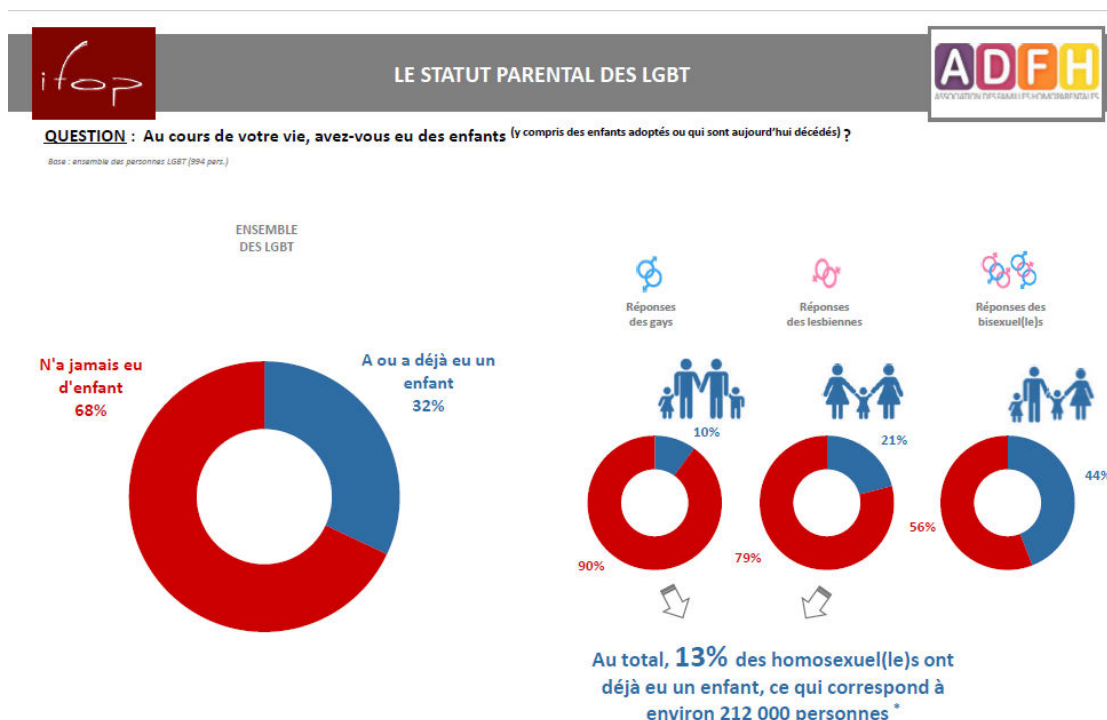
- ☞ Et dans le détail des résultats, **les techniques de procréation médicalement assistée apparaissent comme le moyen de procréer privilégié par les personnes aux revenus modestes** (64% des homosexuel(le)s gagnant moins de 1500 €/mois le privilégieraient, contre à peine 34% de ceux gagnent plus de 3 000 €/mois), sans doute parce qu'elles semblent moins onéreuses que la procédure d'adoption qui, elle, reste le moyen préféré des cadres (63%) et des personnes aisées (66%).

☞ **Aller à l'étranger pour avoir un bébé : une solution de contournement de la loi qui ne fait pas peur aux LGBT souhaitant des enfants**

- ☞ Si la législation relative à la procréation médicalement assistée (PMA) et à la gestation pour autrui (GPA) restait inchangée en France, on note que cela n'empêcherait pas les homosexuel(le)s souhaitant procréer d'avoir des enfants : 75% des LGBT déclarent que dans ces conditions, ils recouraient à des techniques de procréation médicalement assistée dans les pays étrangers où ces pratiques sont légales et encadrées pour avoir un enfant, dont 80% des gays et 92% des lesbiennes.
- ☞ Alors que récemment, un époux du père biologique d'enfants nés d'une GPA à l'étranger a obtenu la reconnaissance de sa filiation par adoption plénière (18 septembre), cette solution n'est donc plus une alternative qui fait peur aux LGBT souhaitant des enfants. L'analyse du profil des homosexuel(le)s qui pourraient le plus aller à l'étranger pour avoir un bébé (en moyenne 61%) montre quant à elle que cette option serait tout particulièrement privilégiée par les lesbiennes (74% se disent « certaines » de le faire) et par les homosexuel(le)s ayant l'intention ferme d'avoir un enfant dans les 3 ans (76%).

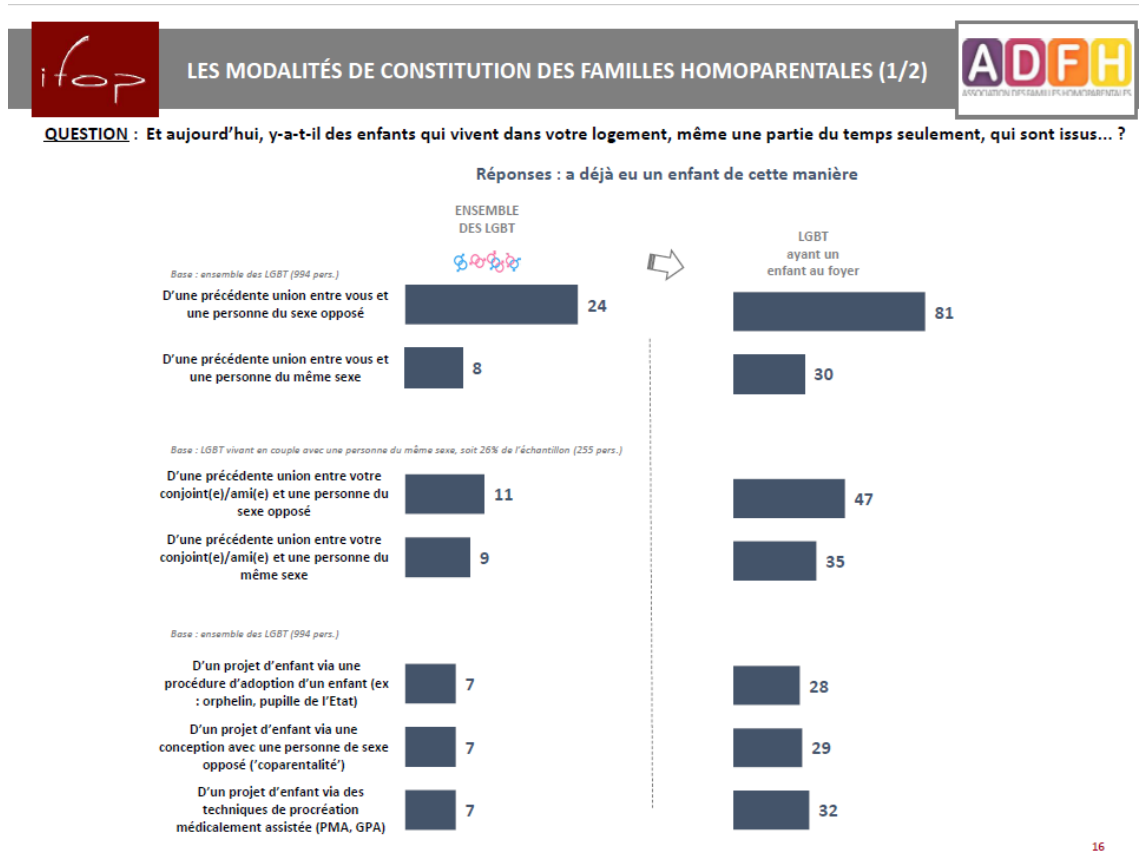
☞ **Être parents : une réalité qui concerne déjà un tiers des LGBT**

- ☞ Cette étude montre aussi que **l'homoparentalité est déjà une réalité : près d'une personne LGBT sur trois (32%) déclare avoir déjà eu des enfants, dont 21% des lesbiennes et 10% des gays**. Au total, c'est donc 13% des homosexuel(le)s qui auraient déjà eu un enfant, ce qui correspond à approximativement 212 000 personnes âgées de 18 ans et plus. Et si la plupart des LGBT ont eu un enfant via une union hétérosexuelle (24%), près d'un sur dix (9%) en a eu via une union homosexuelle, dont 12% des lesbiennes et 5% des gays.



(1) Extrapolation à partir de l'estimation de population métropolitaine réalisée par l'Insee au 1er janvier 2018 (50 891 106 personnes âgées de 18 ans et plus). En raison des biais inhérents au mode de recueil et à la méthode d'échantillonnage, ces données sont à interpréter avec prudence.

- Enfin, l'étude des modalités de constitution des familles homoparentales montrent que les techniques de procréation médicalement assistée constituent déjà une solution relativement répandue. En effet, si les enfants issus d'une union avec une personne du même sexe (81%) reste encore la manière d'avoir des enfants la plus répandue, près d'un tiers des LGBT ayant un enfant au foyer ont eu un enfant via des techniques de procréation médicalement assistée (32%), contre 28% via l'adoption et 29% via un projet de coparentalité.



16

Un soutien massif des LGBT à l'ouverture de la PMA aux couples de femmes homosexuelles

Au regard de ces résultats, il n'est pas étonnant que les LGBT expriment un soutien massif au principe d'élargissement de la PMA aux couples d'homosexuelles. Interrogés dans une précédente étude Ifop/ADFH, ils étaient 80% à y être favorables, sachant que ce soutien monte à 86% chez les gays et lesbiennes.

Aussi fort soit-il, leur soutien n'a toutefois rien de spécifique aux minorités sexuelles. Interrogés dans une précédente étude Ifop/ADFH (juin 2018), les deux tiers des Français (64%, + 4 points en un an) soutiennent également le respect de ce qui constitue une des principales promesses électorales d'Emmanuel Macron.

Contacts presse

ADFH : Alexandre URWICZ (06.60.14.99.79)

IFOP : François KRAUS : 06 61 00 37 76 / 01 72 34 94 64

Méthodologie

Étude de l'Ifop pour l'ADFH réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 23 mai au 6 juin 2018 auprès d'un échantillon de 994 personnes homosexuelles, bissexuelles et transgenres, extrait d'un échantillon de 12 137 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine. La représentativité de l'échantillon global a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.